



Le patrimoine économique national en 2017

Une progression dynamique tirée par les prix de l'immobilier

Fin 2017, le patrimoine économique national net s'élève à 14 762 milliards d'euros, soit 7,9 fois le produit intérieur net de l'année. Après avoir déjà nettement augmenté en 2016 (+ 2,7% en euros courants), il croît en 2017 de 3,7%, tiré par la hausse des cours boursiers et des prix des constructions et terrains. Le patrimoine net des ménages progresse (+ 3,8%), essentiellement en raison de l'augmentation des prix de l'immobilier. Par ailleurs, la valeur des fonds propres des sociétés non financières continue de croître à un rythme très élevé (+ 10,2%, après + 5,8% en 2016). Comme les années précédentes, cela s'explique par la hausse du prix des actions au cours de l'année 2017. Les fonds propres des sociétés financières progressent aussi, mais moins fortement que ceux des sociétés non financières. Enfin, le patrimoine des administrations publiques se redresse en 2017, après six années de baisse. Il s'établit à 190 milliards d'euros en 2017, contre 124 milliards d'euros en 2016, ceci résultant principalement de variations de prix telles que la valorisation des entreprises publiques.

Valentin GUILLOTON

Institut national de la statistique et des études économiques – Insee

Division Synthèse générale des comptes

Soizic WEBER

Banque de France

Direction générale des Statistiques

Code JEL
E60

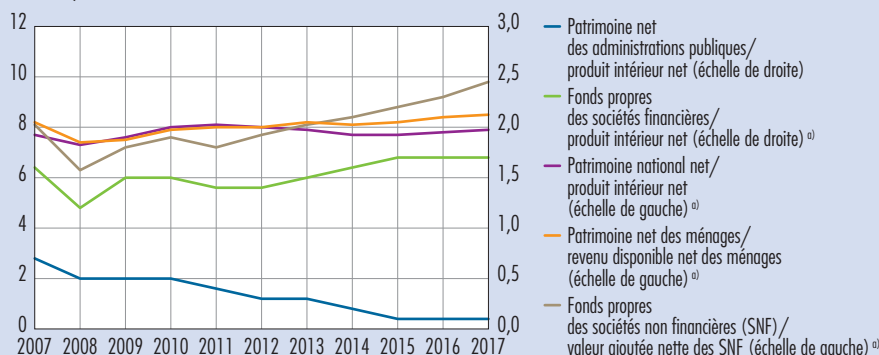
Parution simultanée avec *Insee Première* n° 1731 le 17 janvier 2019.

14 762 milliards d'euros
le patrimoine économique
national fin 2017

+ 3,7%
la variation du patrimoine
économique national
enregistrée en 2017

Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques

(en années)



a) Pour ces séries, la mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture entre 2015 et 2016.

Lecture : Fin 2017, le patrimoine national net représente l'équivalent de 7,9 années de produit intérieur net.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2014.



Fin 2017, le patrimoine économique national net (cf. définitions de l'encadré 3) s'élève à 14 762 milliards d'euros, soit l'équivalent de 7,9 fois le produit intérieur net de l'année (cf. graphique 1 et encadré 1). Sa progression se poursuit à un rythme soutenu (+ 3,7%, après + 2,7% en 2016; cf. tableau 1). Elle est portée, cette année encore, par l'accélération du patrimoine non financier (+ 3,9%, après + 3,1%), notamment celle du patrimoine en terrains bâtis, logements et autres constructions. Les actifs et passifs financiers (cf. définitions de l'encadré 3) augmentent au même rythme (+ 6,5%, après respectivement + 4,5% et + 4,8% en 2016). *In fine*, le patrimoine financier net s'établit à 23 milliards d'euros en 2017, après 48 milliards d'euros en 2016.

1 Le patrimoine des ménages reste porté par l'accélération des prix de l'immobilier

Fin 2017, le patrimoine net des ménages (cf. définitions de l'encadré 3) s'élève à 11 494 milliards d'euros, soit 8,5 fois leur revenu disponible net de l'année (cf. graphique 1). Il s'accroît de 3,8% en 2017, après + 3,0% en 2016. Il est constitué pour les deux tiers d'actifs non financiers, pour l'essentiel immobiliers (cf. définitions de l'encadré 3). En 2017, ce patrimoine immobilier augmente de 3,3%, après + 2,9% en 2016.

ENCADRÉ 1

À quels agrégats rapporter le patrimoine économique ?

Le **produit intérieur brut (PIB)**, 2 292 milliards d'euros en 2017) est égal à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes au cours d'une période donnée, évaluées au prix du marché.

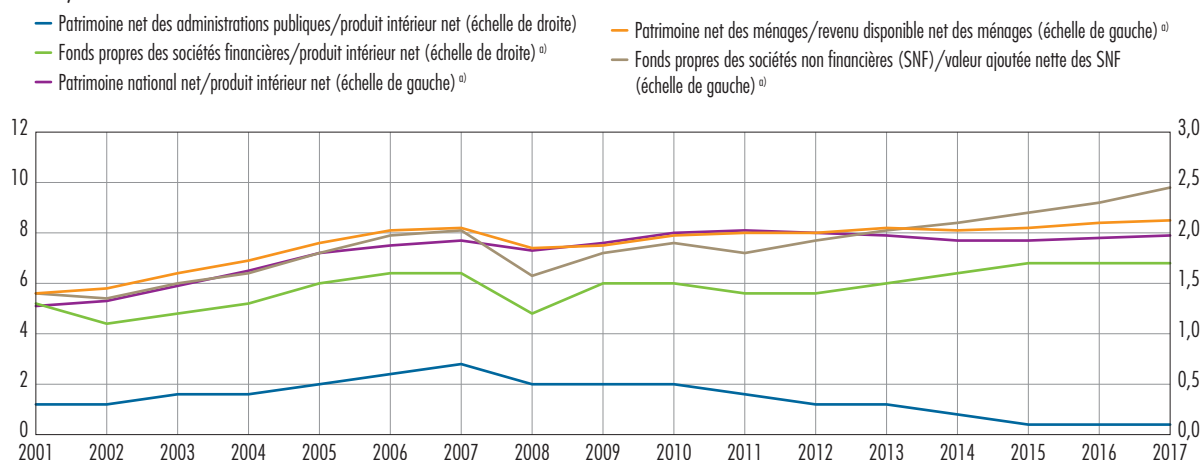
Le **produit intérieur net (PIN)**, 1 878 milliards d'euros en 2017) s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe, qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le **revenu disponible net** par rapport au **revenu disponible brut**.

Il est plus pertinent de comparer le stock de patrimoine avec des flux macroéconomiques nets plutôt qu'avec des flux bruts. En effet, le patrimoine est lui-même un stock net, qui tient compte de l'état d'usure et d'obsolescence du capital.

Cette accélération reflète à la fois celle du prix des logements anciens (+ 3,3%) et le dynamisme de la

G1 Évolution des stocks patrimoniaux des grands secteurs institutionnels rapportés aux flux macroéconomiques

(en années)



a) Pour ces séries, la mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture entre 2015 et 2016. Lecture : Fin 2017, le patrimoine national net représente l'équivalent de 7,9 années de produit intérieur net.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux base 2014.



T1 Le patrimoine des secteurs institutionnels fin 2017

(encours en milliards d'euros ; évolution en %)

	Ensemble de l'économie nationale	Ménages ^{a)}	Sociétés		Administrations publiques	Évolution du patrimoine de l'économie nationale	
			non financières	financières		2015-2016	2016-2017
Actifs non financiers (ANF)	14 739	7 679	4 740	292	2 028	3,1	3,9
dont : Constructions et terrains, dont :	11 702	7 039	2 695	227	1 740	3,0	3,6
<i>Logements</i>	4 504	3 682	715	44	63	2,8	2,5
<i>Autres bâtiments et génie civil</i>	2 017	163	814	68	971	1,2	2,7
<i>Terrains bâtis</i>	5 181	3 194	1 166	115	706	3,9	5,0
Machines et équipements	625	42	535	17	32	1,9	2,7
Stocks	441	13	403	-	25	2,6	7,6
Autres actifs produits	602	150	310	17	126	2,8	3,4
Autres actifs non produits	1 369	435	797	32	105	5,2	5,9
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés	29 834	5 446	8 829	14 254	1 305	4,5^{b)}	6,5
dont : Numéraire et dépôts	5 876	1 491	617	3 621	147	3,1 ^{b)}	8,2
Titres de créances	3 762	58	68	3 581	55	5,5 ^{b)}	0,5
Crédits	4 922	10	1 610	3 201	101	4,4 ^{b)}	3,7
Actions et parts de fonds d'investissement	10 035	1 555	5 200	2 705	575	6,5 ^{b)}	10,9
<i>Actions et autres participations hors titres d'OPC</i>	8 311	1 241	5 064	1 555	451	7,0 ^{b)}	5,5
<i>Titres d'OPC</i>	1 724	314	136	1 150	124	4,3 ^{b)}	4,7
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 198	2 027	42	125	5	2,0 ^{b)}	2,2
<i>Assurance-vie</i>	1 933	1 933	-	-	-	2,2 ^{b)}	1,4
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	44 573	13 125	13 569	14 546	3 333	4,1^{b)}	5,6
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés	29 763	1 631	11 052	13 937	3 143	4,8^{b)}	6,5
dont : Numéraire et dépôts	6 311	-	-	6 186	122	3,9 ^{b)}	8,7
Titres de créances	4 378	-	655	1 492	2 231	4,5 ^{b)}	0,6
Crédits	4 739	1 342	2 629	463	305	4,6 ^{b)}	3,8
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions), dont :	9 461	10	6 780	2 626	45	7,2 ^{b)}	11,0
<i>Actions et autres participations hors titres d'OPC</i>	7 815	10	6 780	980	45	7,5 ^{b)}	5,5
<i>Titres d'OPC</i>	1 646	-	-	1 646	-	5,6 ^{b)}	5,7
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	2 220	-	-	2 217	-	2,4 ^{b)}	2,1
<i>Assurance-vie</i>	1 948	-	-	1 948	-	3,1 ^{b)}	1,4
Solde des produits dérivés (S)	- 48	-	-	- 48	1	ns	ns
Patrimoine financier net = (AF) - (PF) + (S)	23	3 815	- 2 223	269	- 1 837	-	-
Patrimoine (ou valeur nette) = (A) - (PF) + (S)	14 762	11 494	2 517	561	190	2,7^{b)}	3,7
Fonds propres = (patrimoine net) + (passif en actions)			9 298	3 187			

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) La mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture de série entre 2015 et 2016. Cet effet est neutralisé dans les évolutions marquées d'un renvoi b).

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux en base 2014.

construction neuve. Au total, le patrimoine non financier des ménages s'accroît de 3,5% en 2017 pour s'établir à 7 679 milliards d'euros. Plus forte que celle de

l'an passé (+ 3,0%), cette hausse est aussi supérieure à la moyenne des dix années précédentes (+ 2,4% par an entre 2005 et 2015 ; cf. tableau 2).



T2 Évolution du patrimoine des secteurs institutionnels

(en %)

	Ménages ^{a)}			Sociétés non financières			Sociétés financières			Administrations publiques		
	2005 2015 moy./ an	2015 2016	2016 2017	2005 2015 moy./ an	2015 2016	2016 2017	2005 2015 moy./ an	2015 2016	2016 2017	2005 2015 moy./ an	2015 2016	2016 2017
Actifs non financiers (ANF)	2,4	3,0	3,5	3,1	3,7	4,7	4,0	5,5	7,3	2,4	2,1	3,3
dont : Constructions et terrains, dont :	2,5	2,9	3,3	2,4	3,6	4,2	3,1	5,6	7,6	2,5	2,0	3,5
<i>Logements</i>	3,9	2,6	2,4	3,6	3,8	3,4	3,6	4,2	4,5	3,7	2,7	2,5
<i>Autres bâtiments et génie civil</i>	1,1	-0,6	0,5	2,9	1,7	3,0	4,7	4,7	7,2	2,8	0,9	2,6
<i>Terrains bâtis</i>	1,2	3,6	4,6	1,5	4,9	5,6	2,1	6,8	9,0	1,9	3,6	4,7
Machines et équipements	-0,8	-2,9	-2,0	2,2	2,4	3,1	2,5	6,6	10,2	1,2	-1,8	-0,6
Stocks	0,7	-4,6	-5,7	3,4	3,0	8,4	-	-	-	5,9	0,6	2,1
Autres actifs produits	1,5	1,4	4,4	3,5	3,6	3,9	4,9	6,2	7,1	2,1	2,1	0,5
Autres actifs non produits	0,7	5,1	6,1	6,6	5,3	5,9	15,4	3,6	4,0	1,9	5,3	5,4
Actifs financiers (AF) hors produits dérivés	4,1	3,4 ^{c)}	4,4	5,2	6,5 ^{c)}	10,2	5,0	4,4 ^{c)}	5,1	3,8	-1,6	5,6
dont : Numéraire et dépôts	3,3	4,1 ^{c)}	4,6	9,6	7,6 ^{c)}	9,3	5,7	2,2 ^{c)}	9,3	2,7	-0,8	13,7
Titres de créance	-0,3	-3,8 ^{c)}	-12,5	-1,7	-0,6 ^{c)}	31,5	5,0	6,0 ^{c)}	0,5	7,7	-6,0	-15,4
Crédits	4,6	2,5 ^{c)}	1,7	6,0	5,2 ^{c)}	3,7	4,8	4,5 ^{c)}	3,8	3,3	-10,5	-1,1
Actions et parts de fonds d'investissement	3,0	4,9 ^{c)}	8,1	5,0	7,6 ^{c)}	13,8	2,8	6,6 ^{c)}	8,2	3,3	2,2	5,6
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	5,4	2,2 ^{c)}	1,7	1,5	3,9 ^{c)}	6,3	47,6	-0,6 ^{c)}	9,8	2,4	-21,8	8,2
<i>Assurance-vie</i>	5,5	2,2 ^{c)}	1,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des actifs (A) = (ANF) + (AF)	3,0	3,2	3,9	4,4	5,4	8,2	5,0	4,5	5,1	2,9	0,6	4,2
Passifs financiers (PF) hors produits dérivés	5,3	4,3 ^{c)}	5,4	4,7	6,1 ^{c)}	9,3	4,7	3,9 ^{c)}	5,6	6,4	4,1	2,2
dont : Numéraire et dépôts	6,5	4,3	4,1	-	-	-	4,9	3,9 ^{c)}	8,8	7,1	-0,5	2,7
Titres de créance	-	-	-	7,0	7,2 ^{c)}	1,9	6,1	0,7 ^{c)}	-0,9	6,7	6,4	1,4
Crédits	5,3	4,3 ^{c)}	5,4	4,9	4,6 ^{c)}	4,7	3,9	11,3 ^{c)}	-1,4	4,6	-3,4	-1,8
Actions et parts de fonds d'investissement (passif en actions)	6,5	4,3 ^{c)}	4,1	4,4	7,2 ^{c)}	12,8	1,3	7,4 ^{c)}	6,6	ns	ns	ns
Systèmes d'assurances et de garanties, dont :	-	-	-	-	-	-	6,0	2,4 ^{c)}	2,1	-	-	-
<i>Assurance-vie</i>	-	-	-	-	-	-	5,5	3,1 ^{c)}	1,4	-	-	-
Solde des produits dérivés (S)	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Patrimoine financier net^{b)}	3,9	2,9 ^{c)}	4,4	2,9	4,9 ^{c)}	5,6	ns	20,2 ^{c)}	-20,9	8,9	8,3	-0,1
Patrimoine (ou valeur nette)	2,8	3,0 ^{c)}	3,8	3,3	2,6 ^{c)}	3,9	15,1	14,8 ^{c)}	-8,4	-11,8	-45,0	53,8
Fonds propres des sociétés				4,1	5,8 ^{c)}	10,2	3,2	9,1 ^{c)}	3,6			

a) Y compris entrepreneurs individuels (EI) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

b) Le patrimoine financier net des sociétés non financières et des administrations publiques est structurellement négatif. Aussi, une évolution « positive » traduit-elle une dégradation du patrimoine financier net, qui devient encore plus négatif. À l'inverse, une évolution « négative » traduit une amélioration.

c) La mise en place de la nouvelle réglementation « Solvabilité II » induit une rupture de série entre 2015 et 2016. Cet effet est neutralisé dans les évolutions marquées d'un renvoi c).

« ns » correspond à « non significatif ».

« - » correspond à un actif non détenu.

Sources : Insee et Banque de France, comptes nationaux en base 2014.

Au sein des actifs financiers, les ménages continuent de privilégier les placements bancaires. L'encours en numéraire et dépôts progresse ainsi de 4,6 %, après + 4,1 % en 2016. D'une part, les ménages préfèrent les placements en livrets aux placements à risque. D'autre part, les placements sur les dépôts à vue restent dynamiques. L'encours des titres

de créance détenus par les ménages diminue assez fortement en 2017 (- 12,5 %, après - 3,8 %) dans un environnement de taux bas. La détention d'actions et de parts de fonds d'investissement accélère (+ 8,1 %, après + 4,9 %), traduisant un effet prix : l'indice boursier SBF 120 se revalorise de 10,8 % (après + 4,7 %).



À l'opposé, les placements des ménages en assurance-vie décélèrent : + 1,4% en 2017, après + 2,2% en 2016. Au total, les actifs financiers des ménages progressent de 4,4%, après + 3,4%.

Au passif, l'encours de crédits croît de 5,4%, après + 4,3% en 2016, soutenu par le dynamisme du marché de l'immobilier. Dans l'ensemble, le patrimoine financier net des ménages augmente de 4,4%, après + 2,9% en 2016.

2 Le patrimoine net des sociétés non financières poursuit sa croissance

En 2017, la valeur nette (cf. définitions de l'encadré 3) des sociétés non financières (SNF, cf. définitions de l'encadré 3) progresse de 3,9%, plus rapidement qu'en 2016 (+ 2,6%). Elle s'élève à 2 517 milliards d'euros.

Le patrimoine non financier accélère (+ 4,7%) pour atteindre 4 740 milliards d'euros. Deux facteurs principaux expliquent cette hausse. D'une part, l'investissement accélère (+ 5,0%), porté par les dépenses en droits de propriété intellectuelle (notamment en logiciels et bases de données) ainsi qu'en machines et équipements ; le dispositif temporaire de suramortissement en vigueur jusqu'au 14 avril 2017 a pu favoriser ce dynamisme. D'autre part, les SNF bénéficient de la hausse de la valeur des constructions et terrains (+ 4,2%).

En 2017, les actifs financiers des SNF augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+ 10,2%, après + 6,5%). À 8 829 milliards d'euros, ils représentent 65% de leurs actifs totaux. Cette accélération s'explique principalement par des gains de détention plus importants sur les placements en actions et parts de fonds d'investissement (+ 13,8%, après + 7,6%). Les placements en numéraire et dépôts progressent également de manière significative (+ 9,3% en 2017, après + 7,6%). Au total, les actifs des SNF progressent de 8,2%, après + 5,4% en 2016. L'endettement sous forme de crédit continue d'augmenter à un rythme soutenu en 2017 (+ 4,7%, après + 4,6%). En revanche, le passif en obligations des SNF évolue peu, après une forte hausse en 2016 (+ 1,9%, après + 7,2%), en raison d'une moindre progression des

émissions nettes et d'effets de valorisations négatifs induits par la remontée des taux d'intérêt à long terme.

La valeur du stock d'actions émises par les SNF croît de 12,8% en 2017, après + 7,2% en 2016, grâce à la bonne tenue des marchés boursiers. Une part importante de cette hausse trouve sa contrepartie à l'actif des SNF, les actions étant principalement détenues par d'autres SNF (participations intragroupe ; cf. encadré 2). Au total, les passifs des SNF augmentent de 9,3%, après + 6,1% en 2016.

Ainsi, les fonds propres des SNF (cf. définitions de l'encadré 3) continuent de croître à un rythme très élevé (+ 10,2% après + 5,8%). Ils s'établissent à 9 298 milliards d'euros, soit l'équivalent de 9,8 fois la valeur ajoutée nette des SNF.

3 Baisse du patrimoine financier net des sociétés financières

En 2017, le patrimoine net des sociétés financières (cf. définitions de l'encadré 3), dont le bilan est essentiellement composé d'actifs et de passifs financiers, s'élève à 561 milliards d'euros pour un total d'actifs détenus de 14 546 milliards d'euros. Il baisse (- 8,4%), après une progression de 14,8% en 2016. Le stock de passifs financiers des sociétés financières s'accroît davantage que celui des actifs financiers. En revanche, leurs actifs non financiers (292 milliards d'euros en 2017) accélèrent à + 7,3%, après une hausse de 5,5% en 2016.

Le rythme de hausse des actifs financiers des sociétés financières s'accroît légèrement en 2017 (+ 5,1%, après + 4,4%). L'encours de crédits octroyés par les sociétés financières augmente de 3,8%, contre + 4,5% en 2016. En particulier, les crédits aux ménages et aux SNF se renforcent, favorisant l'investissement et la progression des transactions immobilières : ils augmentent respectivement de 5,4% et 5,8% (après + 3,3% et + 4,2% en 2016). La détention d'actions et de parts de fonds d'investissement accélère (+ 8,2%, après + 6,6%), sous l'effet conjoint de flux nets d'acquisitions et d'effets de valorisations positifs.

Le passif des sociétés financières augmente plus rapidement en 2017 (+ 5,6%, après + 3,9%). Nourri par



ENCADRÉ 2

La dette consolidée des sociétés non financières

Le passif des sociétés non financières (SNF) est composé des crédits, de titres de créances négociables et d'actions et autres participations. En comptabilité nationale, ce passif inclut les détentions croisées entre entités appartenant au même secteur. D'une part, les crédits ne sont pas seulement octroyés par les intermédiaires financiers résidents, mais aussi par d'autres SNF, en particulier au sein d'un même groupe. D'autre part, les actions et autres participations émises par les SNF peuvent être détenues par d'autres SNF, en raison de leur structuration en groupes.

Le patrimoine financier des SNF peut faire l'objet de deux grilles d'analyse : la première, retenue dans cette étude, retrace le passif et l'actif de chaque secteur institutionnel vis-à-vis de l'ensemble de l'économie, y compris des unités relevant du même secteur institutionnel. Privilégiée pour les comparaisons internationales, la seconde consolide les détentions croisées afin d'analyser l'exposition du passif des SNF vis-à-vis des autres secteurs.

Le montant de ces détentions croisées est élevé. La dette consolidée (cf. définitions de l'encadré 3) des SNF représente 1 724 milliards d'euros, soit 75% du PIB en 2017 (au lieu de 3 284 milliards d'euros pour la dette non consolidée, soit 143% du PIB). En 2017, le passif consolidé des SNF s'établit à 3 311 milliards d'euros, soit moins de la moitié de l'encours non consolidé. L'augmentation du passif financier consolidé des SNF en 2017 repose sur la hausse des cours des actions en valeur de marché et sur celle du financement sous forme de crédits bancaires.

l'accélération des dépôts des ménages et des SNF (+ 5,9%, après + 5,1%), le montant en numéraire et dépôts des passifs nets des actifs s'élève à 2 565 milliards d'euros en 2017. Cette dynamique contribue à la croissance de la masse monétaire au sens large (M3), demeurée robuste fin 2017.

4 Hausse du patrimoine net des administrations publiques

Le total des actifs financiers des administrations publiques se redresse de 5,6% en 2017 et s'établit à 1 305 milliards d'euros en 2017, après une baisse de 1,6% en 2016. L'encours en actions et parts de fonds d'investissement accélère (+ 5,6% en 2017, après + 2,2%), à la suite des effets de valorisation plus importants en 2017. Il représente 44% du total des actifs financiers des administrations publiques fin 2017.

Le passif des administrations publiques croît plus lentement en 2017 qu'en 2016 (+ 2,2%, après + 4,1%). Mode principal de financement des administrations publiques, les titres de créance constituent 71% du passif total en 2017. L'encours de titres de créance au passif des administrations publiques ralentit nettement malgré la hausse des émissions nettes (+ 71,7 milliards d'euros en 2017, après + 61,3 milliards en 2016). Ce ralentissement reflète la hausse des taux à long terme qui induit une dépréciation des titres déjà émis en valeur de marché (- 41,7 milliards d'euros en 2017). Le taux des emprunts d'État à 10 ans est notamment passé de 0,68% fin 2016 à 0,79% fin 2017. Au total, la dette publique en valeur de marché augmente de 1,1% en 2017, contre + 3,2% pour la dette au sens de Maastricht (cf. définitions de l'encadré 3), mesurée en valeur nominale.

En 2017, la hausse du patrimoine non financier des administrations publiques s'accroît (+ 3,3%, après + 2,1%); l'encours s'établit à 2 028 milliards d'euros. Ceci s'explique par les effets prix sur les terrains et les bâtiments hors logements qui représentent 82% des actifs non financiers des administrations publiques. Elle est également imputable au rebond de l'investissement (+ 3,1% en 2017, contre + 0,3% en 2016), notamment en bâtiments résidentiels et autres ouvrages de génie civil. *A contrario*, la baisse de l'investissement en matériel militaire est due à la diminution des livraisons de systèmes d'armes.

Au total, après six années de baisse, le patrimoine net des administrations publiques repart à la hausse en 2017 (+ 53,8%) pour s'établir à 190 milliards d'euros. Cela résulte pour l'essentiel d'effets de valorisation.



ENCADRÉ 3

Définitions

Les comptes de patrimoine recensent les **actifs et passifs** économiques, c'est-à-dire ceux sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés et qui peuvent procurer des avantages économiques à leurs propriétaires. Ils peuvent être financiers ou non financiers, ces derniers pouvant être le résultat de processus de production ou avoir une origine naturelle. Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché en fin d'année, sans consolidation intra et intersectorielle. Cette valeur inclut donc les plus ou moins-values latentes relatives à chaque catégorie d'actifs. Ainsi, la valeur d'un actif ou d'un passif peut varier d'une année à l'autre même en l'absence de flux nets de transactions, du fait de la fluctuation des prix de marché. Les actions non cotées sont estimées par référence à la valorisation des actions cotées.

La valeur des **biens immobiliers** se décompose en celle des bâtiments et celle des terrains sur lesquels ils sont implantés. L'essentiel des plus-values immobilières est affecté aux terrains.

La catégorie des **ménages** inclut les particuliers, les entrepreneurs individuels et les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les sociétés sont réparties entre **sociétés financières et non financières (SNF)**. Les sociétés financières incluent la Banque centrale, les établissements de crédit et assimilés, les institutions financières diverses (entreprises d'investissement, organismes de titrisation notamment), les sociétés d'assurance, les fonds d'investissement monétaires et non monétaires, les auxiliaires financiers et les institutions financières captives.

Depuis 2016, les montants détenus sur les contrats d'assurance-vie sont évalués en valeur de marché, à la suite de la mise en place du régime prudentiel « Solvabilité II » (Bourlès *et al.*, 2017). L'impact de ce changement méthodologique a été neutralisé pour le calcul des évolutions entre 2015 et 2016.

Le **patrimoine** (ou « **valeur nette** ») est défini comme la différence entre la valeur des actifs (financiers et non financiers) et celle des passifs (par nature financiers).

Les **fonds propres** des sociétés financières et non financières sont mesurés en valeur de marché, par différence entre la valeur de leurs actifs et celle de leurs passifs autres qu'en actions.

Le montant de la **dette publique (au sens de Maastricht)** est différent de celui du passif des administrations publiques pour trois raisons : i) le périmètre des opérations financières retenues pour la dette publique exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir ; ii) la dette publique est consolidée, elle ne prend pas en compte les dettes entre administrations ; iii) elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal.

La **consolidation** consiste à neutraliser les transactions ou expositions entre entités d'un même secteur institutionnel. S'agissant des crédits intragroupe, la consolidation retenue exclut à la fois les prêts effectués entre SNF résidentes et ceux contractés par les SNF résidentes auprès de contreparties non résidentes appartenant à un même groupe.



Bibliographie

Banque de France

Taux d'endettement des agents non financiers – Comparaisons internationales, Stat Info, publication trimestrielle.

Berthier (D.), Debauche (E.) et Meizel (P.) (2018)

« Les comptes de la nation en 2017 », *Insee Première* n° 1697, mai.

Boullès (L.), Humbertclaude (S.) et Poivet (C.) (2017)

« Le patrimoine économique national en 2016 », *Insee Première* n° 1681, décembre.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Caroline Corcy

Directeur de la publication

Gilles Vaysset

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Céline Mistretta-Belna

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

